



PREMIER MINISTRE

---

SERVICE DE PRESSE

**Discours du Premier ministre François FILLON  
devant la Communauté Française de Jordanie  
Hôtel Intercontinental Jordan,  
Amman, le 21 février 2010**

Madame l'Ambassadeur, mes chers compatriotes, je voudrais vous dire combien, avec les membres du gouvernement qui m'accompagnent et les parlementaires, je suis heureux de vous retrouver pour vous remercier, pour vous rendre hommage, à vous qui incarnez la France et qui êtes les acteurs de ses succès en Jordanie et au Proche-Orient. Je suis venu accompagné d'une délégation importante, de membres du gouvernement, de parlementaires et de près d'une trentaine de chefs d'entreprise. Cela a un sens parce que la Jordanie est un pôle de stabilité, de modernité, de croissance dans la région. Et la France accorde, vous le savez, une grande importance aux liens qu'elle entretient avec ce pays.

Ces liens sont forts, mais nous avons constaté tout au long de notre séjour aujourd'hui qu'ils peuvent connaître de nouveaux développements. La Jordanie est en train de mettre en œuvre de grands projets auxquels la France entend contribuer et au fond c'est cette dynamique que je suis venu lancer. Nous sommes le premier investisseur étranger du Royaume, hors pays arabes: plus d'1,3 milliards de dollars d'investissements directs. La France a pleinement soutenu le mouvement de modernisation lancé par le Roi ABDALLAH II. Nos entreprises ont su profiter des mesures de privatisation qui ont été adoptées il y a dix ans et je crois qu'on peut dire qu'elles ont contribué très activement au dynamisme de l'économie jordanienne. Aujourd'hui, les grands projets où s'engage la Jordanie concernent justement des secteurs où la France a des compétences reconnues : l'eau, l'énergie et en particulier l'énergie nucléaire, les transports ou encore les télécommunications.

Bien sûr, la concurrence sera forte, la Jordanie est un pays attractif. Alors notre rôle, c'est d'être compétitifs, c'est de réagir vite, c'est de mettre en valeur nos savoir-faire. Et c'est naturellement la mission de la ministre des Finances et de l'Economie qui se bat chaque jour pour que l'économie française soit plus compétitive, soit plus réactive et qu'en particulier elle sache se saisir de toutes les opportunités qu'offre la mondialisation. Mais la relation franco-jordanienne ne repose pas seulement sur l'excellence de nos liens politiques et économiques. Elle se développe et elle s'approfondit aussi grâce à nos échanges culturels et scientifiques. A Jerash, en quinze minutes montre en main, j'ai voulu saluer la confiance qui marque – ce n'est pas parce que je voulais le faire en quinze minutes, vous avez bien compris – la confiance qui marque depuis trente ans notre coopération en matière de sciences humaines et d'archéologie grâce à l'Institut français pour le Proche-Orient. Henri LOYRETTE, le directeur du musée du Louvre, et Dominique BAUDIS, le président de l'Institut du Monde Arabe qui m'accompagnent, peuvent témoigner des relations culturelles déjà étroites qui existent entre nos deux pays. Et Frédéric MITTERRAND a eu ce matin l'occasion de les renforcer en signant, notamment avec les autorités jordanienes, un accord en faveur de la coproduction cinématographique.

Au cours de cette visite, j'ai aussi parrainé la signature d'un accord de coopération qui prévoit la création d'un centre d'excellence scientifique. Il s'agit de former des étudiants et des chercheurs dans les domaines stratégiques du nucléaire, des transports, de l'eau et des télécommunications. Vous voyez qu'entre la France et la Jordanie, la dynamique de ce dialogue est remarquable.

Il y a, dans le royaume, un engouement pour la langue française. Elle est enseignée dans 180 établissements secondaires. Deux mille étudiants sont inscrits dans notre centre culturel de Djebel Webdeh. Et l'Ecole française d'Amman va doubler d'ici deux ans ses capacités d'accueil, tant sa croissance est forte.

Mes chers compatriotes, tous ces succès, tous ces liens d'amitié entre nos deux pays, c'est très largement à vous que nous les devons. La vitalité des liens franco-jordanien vient d'abord de celle de votre communauté, qui ne cesse de se développer : les Français sont de plus en plus nombreux à vivre en Jordanie ; notre communauté s'est accrue de près de 60% en dix ans. C'est vous qui contribuez au rayonnement culturel de notre pays. C'est vous qui incarnez ici une tradition française d'écoute, de compréhension du pays et de sa région. C'est vous évidemment qui faites le succès de nos chantiers. Mener une campagne d'exploration minière en trois ans – là où d'habitude il en faut six ; transformer en deux ans l'aéroport d'Amman en une plateforme régionale de premier plan ; installer la téléphonie de troisième génération dans un délai de six mois, voilà quelques exemples des réussites françaises que les uns et les autres vous avez portées.

Ces réussites témoignent de l'esprit de défi qui vous lie à ce pays d'avenir. Et je veux vous dire que la croissance de la communauté française et l'importance du rôle qu'elle joue nous rendent très attentifs à la qualité de ses conditions de vie. Je pense en particulier aux questions qui touchent à la scolarité et aux études. L'Ecole française d'Amman devrait devenir, d'ici la rentrée 2012, un grand lycée français, situé au sud de la ville, dans un environnement agréable et à proximité des établissements les plus prestigieux du royaume. Et pour que nos bacheliers puissent poursuivre leurs études à la fois en France et en Jordanie, nous avons enfin obtenu le principe d'une reconnaissance mutuelle des diplômes et ouvert en outre la négociation d'un accord sur l'équivalence des notes.

Je veux également vous dire que nous avons décidé de répondre à une demande très ancienne, qui concernait la représentation au Parlement des Français vivant à l'étranger. Vous étiez jusqu'alors représentés très bien par des sénateurs et par des sénatrices mais pas par des députés. Eh bien, nous avons changé cela et dès les prochaines législatives, vous élirez onze députés parce que je crois qu'il était normal, qu'il était important que les Français de l'étranger puissent ainsi exercer leur citoyenneté de façon pleine et entière.

Enfin, mes chers compatriotes, vous ne m'en voudrez pas si je vous donne quelques nouvelles de votre pays, vous qui vivez dans un pays qui se modernise, dans un pays qui se lance dans de grands projets, dans un pays dont la croissance est forte, vous savez mieux que quiconque ce que signifie la mondialisation. Vous savez qu'aucune nation ne peut plus se reposer sur d'anciennes prééminences. Nous devons sans cesse ressourcer notre inventivité. Nous devons à chaque instant faire la preuve de notre valeur. Sous l'impulsion du Président de la République, nous avons engagé la France dans un processus de réformes dont le principal objectif est au fond très simple : c'est de renforcer le rang de la France dans la compétition internationale.

Plus de 80% des réformes promises ont été engagées. La première année du quinquennat, nous l'avons consacrée à libérer les énergies. Nous avons desserré les carcans, desserré le carcan des 35 heures en défiscalisant les heures supplémentaires ; desserré le carcan de l'imposition, que nous avons ramenée dans la moyenne des pays européens ; desserré le carcan qui paralysait nos universités en leur accordant l'autonomie.

La deuxième année, nous avons dû faire face à une crise économique et financière qu'évidemment personne n'avait prévue. Nous avons résisté à cette crise. Nous y avons mieux résisté que la plupart de nos grands partenaires et je crois que c'est pour une très large part grâce à la réactivité de notre plan de relance et au mouvement de réforme qui a été engagé.

Dans cette troisième année, nous mettons tout en œuvre pour élever notre niveau de compétitivité pour faire en sorte que notre pays profite le mieux possible de la reprise qui s'annonce. En effet, vous le constatez sans doute encore mieux que nous, la crise économique et financière a accéléré le mouvement de transfert des richesses des vieux pays développés vers les pays émergents. En 2010, la zone euro connaîtra une croissance de l'ordre de 1%. La France est créditée pour le moment de prévisions de l'ordre de 1,4 ou 1,5%, elles sont donc les meilleures de la zone euro ; mais dans le même temps, la croissance de la Chine dépassera 10%, celle de l'Inde sera de plus de 7% et la croissance mondiale sera entre 4 et 5%.

Nous ne sommes en réalité qu'au début des bouleversements que la mondialisation nous réserve. Et face à ce défi considérable que nous devons relever, nous avons la responsabilité de mobiliser toutes nos forces si nous ne voulons pas connaître de déclin. Ce tournant historique, il faut le négocier maintenant. C'est maintenant qu'il faut aller chercher la croissance. Il faut aller chercher la croissance d'abord en misant sur l'investissement – notre pays n'a pas assez investi ces vingt dernières années. Depuis 2007, avec le crédit impôt recherche, nous avons soutenu les efforts de recherche et développement des entreprises. Aujourd'hui, dans le grand emprunt, nous allons affecter 35 milliards d'euros à des projets d'avenir dans le domaine de l'aéronautique – l'avion du futur – la voiture électrique, les lanceurs spatiaux de demain, les biotechnologies ou encore les réseaux à très haut débit. Au fond, nous voulons refaire ce qu'avaient fait le Général de GAULLE et Georges POMPIDOU dans les années 60, lorsque quasiment dans la même année, ils avaient lancé le programme électronucléaire français, le programme aéronautique qui a abouti à AIRBUS et le programme qui s'était traduit par la construction des trains à grande vitesse.

Ensuite, la croissance, nous la saisissons en développant notre compétitivité. Nous avons en 2010 supprimé la taxe professionnelle, cet impôt qui pesait sur les investissements des entreprises et grâce à cette suppression, nous allons réinjecter en 2010, 12 milliards d'euros supplémentaires dans le circuit économique, au moment où nos entreprises ont le plus besoin de ces moyens pour profiter de la croissance.

Enfin, notre troisième priorité, pour être au rendez-vous de la reprise et de la compétitivité, c'est la maîtrise de nos finances publiques. Vous savez bien que ça fait trop longtemps que l'Etat est en déficit, plus de trente-cinq ans. Nous ne pouvons pas continuer à courir après le remboursement des emprunts que ce déficit nous oblige à entretenir. Nous avons, dès 2007, pris des mesures pour réduire nos dépenses publiques en les rationalisant. En trois ans, nous avons réduit de 100.000 postes les effectifs de la fonction publique, en décidant de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce n'est pas une décision facile, mais c'est une décision qui est indispensable si nous voulons réduire la dépense publique qui se traduit dans notre pays par deux chiffres simples que tout le monde est capable de comprendre : d'un côté, les prélèvements obligatoires qui sont parmi les plus élevés du monde, sont à 41% de notre richesse nationale, 41% de ce qui est produit par les Français est prélevé par l'Etat, par les collectivités locales ou par le système social ; mais de l'autre côté, nous dépensons dans le secteur public 55% de la richesse qui est produite par nos compatriotes. C'est une situation qui ne peut plus durer. Nous avons l'obligation de rationaliser l'organisation de l'Etat. Nous allons maintenant réfléchir ensemble pour préserver notre système de retraite et notre protection sociale, en cherchant à les rendre compatibles avec l'amélioration de nos finances publiques. Et puis nous devons rationaliser notre organisation territoriale et c'est la raison pour laquelle nous débattons actuellement au Parlement d'une réforme des collectivités territoriales qui vise à en simplifier l'organisation.

La lutte contre les déficits, au fond c'est une question de morale, parce que ce n'est pas aux générations futures de payer nos factures. Mais c'est aussi une question d'efficacité économique, parce que le fardeau des déficits pèse dès aujourd'hui sur la croissance. Et enfin c'est une question sociale, parce que le remboursement de la dette, c'est autant d'argent qui ne peut pas aller à la solidarité. Et puis c'est une question politique, c'est une question d'indépendance parce que quand un pays passe son temps à emprunter et à rembourser, alors il est moins libre de ses choix. Et au fond, la compétition mondiale, c'est d'abord une compétition économique, mais c'est aussi plus profondément une compétition existentielle. Et si nous réformons notre pays, c'est d'abord parce que nous voulons préserver notre pouvoir de décision. Nous réformons pour que la voix de la France continue d'être entendue dans le monde. Nous réformons pour que notre pays puisse porter haut et fort les valeurs de justice, de démocratie et de progrès dont il a héritées tout au long de son histoire.

Vous qui vivez hors de France, vous savez souvent mieux que ceux qui vivent sur le territoire national, qu'être Français, cela signifie quelque chose. Il y a une histoire, il y a un message, il y a une certaine idée de la France, et bien souvent les expatriés sentent qu'ils incarnent tout cela aux yeux des habitants du pays qui les accueillent. Eh bien pour moi, il faut rappeler la richesse de cette idée française qui n'est ni de droite ni de gauche. Etre fier de son identité pour être plus ouvert sur les horizons internationaux ; rassembler nos concitoyens autour de ce qu'il y a de grand dans le destin et dans le projet de notre pays ; donner à la République autant qu'elle nous donne : voilà ma conception de la France.

Le monde a besoin d'une France forte, il a besoin d'une France qui ait confiance en elle parce que je crois que les positions que nous soutenons sont des positions qui sont

justes. Nous voulons que la gouvernance mondiale soit équitable, nous voulons qu'elle prenne en considération les pays émergents et c'est la raison pour laquelle nous avons été à l'origine de la création du G20 qui va supplanter ce G8 qui au fond prétendait gouverner le monde en ignorant les pays émergents. Nous voulons qu'elle fasse progresser le dialogue entre le Nord et le Sud et c'est pour ça que nous avons lancé l'Union pour la Méditerranée dans laquelle la Jordanie joue un rôle remarquable. Nous voulons que la gouvernance mondiale soit raisonnable et c'est la raison pour laquelle la France a été aux avant-postes de la définition des nouvelles règles qui doivent encadrer les excès de la finance mais sans mettre la croissance en péril. Et puis nous voulons que la gouvernance mondiale soit durable et c'est la raison pour laquelle nous nous sommes battus à Copenhague, pour que soit créée une instance internationale chargée de l'environnement. Nous n'avons pas obtenu gain de cause mais je suis confiant sur le fait que nous allons gagner cette bataille, parce que c'est une évidence que le monde a besoin aujourd'hui, comme il avait besoin des Nations unies pour assurer l'établissement de la paix et le respect des relations internationales, le monde a besoin aujourd'hui d'une organisation internationale qui soit chargée de faire respecter les règles et d'assurer que les programmes que les nations mettent en œuvre pour le développement durable concourent bien à lutter contre les changements climatiques.

Voilà, Mesdames et Messieurs, mes chers amis, je pense que l'avenir du Proche-Orient passera par la Jordanie parce que la Jordanie est dans la région un carrefour, un pôle de développement, un centre de stabilité. Et en témoignant ici des talents et des valeurs de la France, vous contribuez grandement au développement d'une relation stratégique, d'une relation déjà forte, mais d'une relation qui est je crois encore promise à un plus bel avenir.

Alors je voudrais du fond du cœur vous remercier et dire avec vous : vive la République et vive la France !